

**Nanterre : le président matraque,
la ministre applaudit !**

L'université de Nanterre a aujourd'hui été le théâtre de scènes d'une rare violence, dans la lignée des attaques contre les étudiant·es mobilisé·es de Montpellier ou Tolbiac. A une (petite) différence près : c'est cette fois le président de Nanterre qui a lâché les forces de l'ordre à deux reprises sur ses étudiant·es. Bilan de l'opération, sept interpellations et deux étudiant·es blessé·es hospitalisé·es.

Suite à la fermeture administrative de l'université de Nanterre, le président avait fait entrer la police une première fois pour déloger les étudiant·es mobilisé·es qui avaient alors trouvé refuge sur le toit de la fac. La police s'est ensuite retirée, permettant aux grévistes de s'installer dans une salle vide pour y débattre et s'organiser en vue de la suite de la mobilisation. C'est à ce moment que, toujours sous le regard bienveillant du président de Nanterre, un flot de CRS a investi les lieux, délogeant avec moult violences les étudiant·es. Plusieurs témoignages concordants nous informent que lors des interpellations, les "forces de l'ordre" ont semble-t-il en particulier visé les étudiant·es syndiqué·es. En effet, parmi les personnes interpellées se trouvent plusieurs militants UNEF, ainsi que des membres d'organisations politiques. En sommes-nous arrivés au moment où le simple fait d'adhérer à un syndicat devient une circonstance aggravante, un motif d'interpellation et de garde à vue ? Et que dire des brutalités ayant notamment entraîné deux hospitalisations ? La réunion ainsi évacuée par les CRS était, rappelons-le, calme et pacifique...

Questionné sur sa gestion "un tantinet" musclée des vellétés de discussion et d'auto-organisation des étudiant·es mobilisé·es de Nanterre, le président assume: "les étudiants représentaient un danger", assure-t-il.

Solidaires Étudiant-e-s exprime tout son soutien aux personnes blessées, interpellées, ainsi qu'aux étudiant·es, profs et personnels de Paris X.

Si les étudiant·es, à fortiori syndicalistes, sont considéré·es comme un danger pour l'université de Nanterre, c'est peut-être son président qui en est un pour la démocratie. Si les étudiant·es qui se retrouvent pour échanger, débattre, et s'engager sont un danger pour l'université, le problème n'est pas les étudiant·es ; le problème c'est le président.

Frédérique Vidal [s'est exprimée](#) dans le même sens. Elle ne supporte ni le débat ni qu'on la contredise, elle exige qu'on se taise, à coup de matraque au besoin. Pour une ministre de l'éducation, quel exemple !

Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>
contact@solidaires-etudiant-e-s.org